

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83000 Toulon

Toulon, le 30/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELITech MICROBIO

Parc d'activités
Allée d'Athènes
83870 Signes

Références : D-UD83-2025-0449
Code AIOT : 0006402819

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2025 dans l'établissement ELITech MICROBIO implanté Parc d'activités Allée d'Athènes 83870 Signes. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération de contrôle menée en septembre 2025 sur l'ensemble de la région Provence-Alpes Côte d'Azur par l'Inspection des Installations Classées et concerne la gestion du risque légionelle associé à l'exploitation des tours aéroréfrigérantes. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect de certaines prescriptions réglementaires applicables à ce type d'installations et de rappeler aux industriels les enjeux sanitaires liés à leur exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELITech MICROBIO
- Parc d'activités Allée d'Athènes 83870 Signes
- Code AIOT : 0006402819
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ELITECH Microbio, sise Allée d'Athènes , 83870 Signes est une entreprise de conception, production et commercialisation de kits de diagnostic in vitro dans le domaine de la microbiologie et de l'immunologie. Elle utilise des agents pathogènes, cette activité relève de la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2681. Elle s'est vue délivrée un arrêté préfectoral d'autorisation le 08/09/2017 modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires du 21/02/2018 et 07/05/2018 . Elle dispose d'une tour aéroréfrigérante classée sous la rubrique 2921 qui relève du régime de la déclaration contrôlée.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- BIOCIDES
- Légionelles/ prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	Code de l'environnement du 22/09/2025, article annexe R511-9	Sans objet
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.2.1	Sans objet
3	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7 I .1. a)	Sans objet
4	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7 I.3.e)	Sans objet
5	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7. II.1.	Sans objet
6	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7. II.2.	Sans objet
7	Produits Chimiques	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art. 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de l'action de contrôle menée sur la région Provenances-Alpes-Côte d'Azur par l'inspection des installations classées, des prescriptions liées aux TAR (tours aéro-réfrigérantes) ont été contrôlées. L'exploitant est conforme en tout point et a connaissance des enjeux sanitaires liés

à leur exploitation. Le risque légionelle est maîtrisé sur son site et est correctement tracé (GIDAF, AMR).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/09/2025, article annexe R511-9	
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques et régime de classement	
Prescription contrôlée :	
La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
Rubrique 2921-1-a	régime de classement *
Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :	
1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :	
a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	(E)
b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	(DC)
2. Installations de récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère	(DC)
Rubrique 2681	
Micro-organismes naturels pathogènes (Mise en oeuvre dans des installations de production industrielle)	(A)
* A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, S : servitude d'utilité publique, C : soumis au	

contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement.
Constats : La société ELITECH Microbio a pour activité principale la fabrication de réactifs chimiques pour lesquels elle utilise des agents pathogènes. Cette activité relève de la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2681 autorisée par arrêté préfectoral du 08/09/2017 modifié. Elle dispose d'une tour aéroréfrigérante classée sous la rubrique 2921 qui relève du régime de la déclaration (puissance de 250 kW). La situation administrative est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air ni au droit d'ouvrants. Les points de rejets sont aménagés de façon à éviter l'aspiration de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures ; b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé. Objet du contrôle : implantation des rejets d'air.
Constats : Aucun rejet d'air potentiellement chargés d'aérosols n'est effectué au droit d'une prise d'air ni au droit d'ouvrants. L'installation est implantée au sein du site à environ 10 mètres de tout autre bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7 I .1. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses Méthodiques des Risques
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...]
L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : [...] <ul style="list-style-type: none"> - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, [...]

<p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. [...]</p> <p>[...]</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 22/09/2025, une AMR datant d'août 2017 a été présentée (celle du dossier de demande d'autorisation du site). Par courriel du 29/09/25, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une AMR mise à jour comportant l'ensemble des points mentionnés ci-dessus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour l'AMR au minima tous les deux ans et à chaque changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Prévention des accidents et pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7 I.3.e)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats à l'IIC</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmises à l'inspection des installations classées via l'outil GIDAF sous 30 jours, ceux liés à l'AIOT 0006404345 sont visibles sur GIDAF depuis 2014. Lorsque le délai des 30 jours est dépassé, l'exploitant a justifié le retard : par exemple, le rapport de l'analyse effectuée le 08/08/25 par le laboratoire n'a été reçu que le 17/09/25 après plusieurs relances de l'exploitant. La fréquence de surveillance (bimestrielle) est respectée durant les deux dernières années.</p> <p>A noter que l'établissement était en doublon sur l'outil GUN. Ainsi, il y avait deux codes AIOT différents pour un même établissement. L'AIOT 0006404345 a été supprimé. L'exploitant déclarait ses analyses via le code AIOT 0006404345, ce cadre a été fermé au 30/09/2025 et un nouveau cadre GIDAF (AIOT 0006402819) a été créé au 01/09/2023. L'exploitant a ajouté les analyses réalisées depuis le 01/09/2023 sur le nouveau cadre GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7. II.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (105 UFC/L)
Prescription contrôlée : <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau".</p> <p>[...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité [...], et met en œuvre des actions curatives [...]. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...] Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;</p> <p>b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;</p> <p>c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;</p> <p>d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, [...];</p> <p>e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, [...]. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. [...] [...]</p>
Constats : <p>Après consultation des résultats d'analyses présents sur ce GIDAF, l'inspection des installations classées constate que le seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau en <i>Legionella pneumophila</i> n'a pas été dépassé sur les deux dernières années (2024, 2025). L'exploitant confirme ce non dépassement. L'exploitant est informé de la procédure à suivre en cas de dépassement, elle est mentionnée dans l'AMR.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.7. II.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (103 UFC/L)

Prescription contrôlée :

a) Cas de dépassement ponctuel :

[...], l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* [...].

b) Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles [...]

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...], précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives[...] met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.
[...]

Constats :

Après consultation des résultats d'analyses présents sur ce GIDAF, l'inspection des installations classées constate que le seuil de 1000 unités formant colonies par litre d'eau en *Legionella pneumophila* n'a pas été dépassé sur les deux dernières années (2024, 2025).

L'exploitant confirme ce non dépassement.

L'exploitant est informé de la procédure à suivre en cas de dépassement, elle est mentionnée dans l'AMR.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Produits Chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art. 10

Thème(s) : Risques chroniques, Produits Chimiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article 20 du décret du 26 février 2004 susvisé, l'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ; d) Les utilisations autorisées du produit biocide ; e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ; h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ; l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ;
<p>Constats :</p> <p>L'étiquette du biocide utilisé (produit dénommé « BWT CS-3001 ») comporte toutes les mentions prévues ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite